

Qu'est ce qui fait survivre Saddam Hussein en Irak ?

Malgré les bombardements, les destructions et la reddition, l'embargo et les sanctions, le régime de Saddam Hussein est toujours en place, et continue de défier les puissances coalisées contre lui. L'Irak a, en moins de deux ans, effacé la plupart des traces des bombardements alliés. On estime, de source occidentale, que les 4/5 environ des dommages de guerre (ponts, routes, bâtiments officiels) ont été réparés, dont la quasi-totalité des 130 ponts touchés par l'aviation alliée. Ce qui veut dire que l'embargo n'a guère été respecté et que, si les Irakiens disent manquer d'argent pour fournir des vivres à la population, ils ont su en trouver pour les outils, les matériaux et les composants électroniques nécessaires à la reconstruction de leurs infrastructures.

Les sanctions économiques imposées par l'ONU ne gênent en rien les membres de la nomenclature, et tous ceux qui bénéficient de passe-droits. En revanche, elles frappent cruellement les plus pauvres qui n'ont pas les moyens de s'approvisionner sur un marché libre dont les cours sont devenus prohibitifs, et doivent se contenter des maigres rations accordées par l'Etat. Une situation ambiguë, car si les souffrances de la population sont bien réelles, le régime préfère utiliser cette situation à fins de propagande, plutôt que d'y remédier. Bagdad refuse toujours la proposition de l'ONU d'exporter 1,6 million de dollars de pétrole afin d'acheter, sous le contrôle des Nations unies, des vivres et des médicaments. Et tire en même temps argument des pénuries pour dénoncer Bush et consorts, tant auprès de l'opinion irakienne que des médias occidentaux.

Immédiatement après leur défaite, les autorités irakiennes avaient cherché à donner le change, en affirmant vouloir amorcer une ouverture politique : il avait été question d'une nouvelle Constitution, voire de multipartisme et de liberté de la presse. Des négociations avaient été ouvertes avec les principaux mouvements kurdes. Mais, très vite, le régime a, au contraire, procédé à une reprise en mains. Le congrès du parti Baas, en septembre 1992, a marqué le début d'un nouveau durcissement du régime, avec la nomination d'hommes connus pour leur fidélité au président, appartenant souvent à sa famille, ou, à défaut, au "clan" des Takriti, originaires de la même région que lui.

Moins nombreuse qu'avant la guerre, l'armée a, elle aussi, été reconstituée, autour du noyau dur de la garde républicaine, dont les officiers sont tous sunnites, et qui n'avait quasiment pas été engagée lors de l'attaque des forces alliées. Selon un rapport du ministère américain de la Défense, publié au début du mois d'août dernier, le potentiel militaire conventionnel irakien serait, actuellement, de 40 % de ce qu'il était avant la guerre de Golfe. L'armée irakienne serait forte de 400.000 hommes répartis en 28 divisions contre, auparavant, un million d'hommes répartis en 54 divisions. Elle posséderait toujours quelque 2.500 chars, soit la moitié de ce qu'elle avait auparavant ; 1.500 pièces d'artillerie lourde (contre 3.500), 3.000 véhicules de transport blindés, au lieu de 7.000, et 450 hélicoptères.

L'Irak aurait, aussi, en partie reconstitué sa défense antiaérienne, et posséderait toujours 200 à 300 Scud, avec une vingtaine de rampes de lancement. Les enquêteurs de l'ONU, qui ont multiplié les missions sur place (500 sites visités depuis mai 1991) estiment avoir démantelé les principales armes de destruction massive de l'Irak (armes chimiques et nucléaires), mais reconnaissent avoir des difficultés à évaluer la part qui reste dissimulée, compte tenu de refus de coopérer de Bagdad. Un problème qui se poserait surtout au sujet de la capacité de production des missiles balistiques de l'Irak.

MF/Dominique Lagarde

Le Rwanda va-t-il vers la "somalisation" ?

Le 3 janvier 1993, l'accord d'Arusha III entre le gouvernement de Kigali et le Front patriotique rwandais (FPR) sur le partage du pouvoir dans le cadre d'un gouvernement de transition à base élargie a été signé. Est-ce une avancée vers la paix et le processus démocratique de ce pays déchiré depuis le 1er octobre 1990 par une guerre fratricide ? Difficile à dire tant que les rapports des forces sur le terrain et les paramètres socio-politiques ne permettent pas de cerner valablement l'évolution du pays gagné par la violence.

Les militants du MRND dressent des barricades par-ci, les combattants des autres partis placent des bombes par là. Les rumeurs les plus fantaisistes circulent principalement à Kigali sur les éventuels massacres, assassinats politiques et attaques des voisins.

Des informations concordantes font état d'une vague de violences sur l'ensemble des préfectures rwandaises, sauf à Gitarama, Byumba et Kibuye. Ce mouvement qui a fait 80 morts (dont 36 à Gisenyi), a été déclenché par le MRND appuyé par le CDR en vue de protester contre le partage de pouvoir initié à Arusha. L'insécurité est telle qu'à Gisenyi notre confrère Baltazar Ndungayezu a été inquiété par les badauds et n'a eu la vie sauve que grâce à l'intervention de la gendarmerie. En préfecture de Kibungu non loin de la frontière tanzanienne, les jeunes du MDR et du MRND étaient prêts à s'entre-déchirer.

Les meetings se multiplient mais ne se rassemblent pas. Ce sont des occasions pour aviver la haine ethnique ou tribale. L'appareil judiciaire est discrédité et s'accroche aux pratiques du monopartisme. Son ministre, M. Stanislas Mbonampeka n'a pas mieux trouvé que de démissionner. Les déplacés de guerre attendent toujours d'être assistés par l'Etat. Le gouvernement a prévu 20 millions de francs rwandais au lieu de 127 millions sollicités. Une goutte dans

une mer de problèmes de réinsertion des citoyens qui n'avaient pas demandé de se voir impliquer dans une guerre absurde. Un confrère rwandais a écrit que 10 enfants mourraient chaque jour dans un camp de déplacés !

Comment éviter la "somalisation" du Rwanda quand le dernier accord d'Arusha s'offre à ceux qui refusent la logique du changement. Réfugiés dans la cour du Président Habyarimana, ils ignorent les accords d'Arusha, au point de désagréger le pouvoir monopartiste du général Habyarimana. Qui développe une résistance suicidaire pour que le partage du pouvoir ne lui soit pas défavorable. Une démarche bien difficile à entreprendre pour un leader, qui connaît depuis le 1er octobre 1990 ses premiers déboires d'une carrière politique sans faute.

L'accord d'Arusha sur le partage du pouvoir est un coup dur au régime du Président Habyarimana après son échec militaire pour n'avoir pas pu endiguer suffisamment la guérilla du FPR. Un mouvement qui l'a entraîné sur la table des négociations un peu partout. Aujourd'hui le numéro un rwandais est contraint à une cohabitation forcée avec le FPR qui mène désormais la barque de l'opposition au Rwanda. En effet, si la présidence de la république revient au MRND, l'un des détenteurs de 5 ministères dévolus au FPR portera le titre de vice-premier ministre conformément à l'article 20, alinéa 3 du protocole d'accord signé le 30 octobre 1992.

La répartition numérique des portefeuilles entre les forces politiques devant participer au gouvernement de transition à base élargie est faite de la manière suivante : MRND : 5 portefeuilles (ministères de la défense, de l'enseignement supérieur et recherche scientifique et culture, de la fonction publique, du plan, de la famille et de la promotion féminine). FPR : 5 portefeuilles (ministères de l'intérieur et du développement

communal, des transports et communications, de la santé, de la jeunesse et du mouvement associatif, du secrétariat d'Etat à la réhabilitation et à l'intégration sociale). MDR : portefeuilles (premier ministre des affaires étrangères, de la coopération, de l'enseignement primaire et secondaire, de l'information). PSD : 3 portefeuilles (ministères des finances, des travaux publics et de l'énergie et de l'agriculture et de l'élevage). PL : 3 portefeuilles (ministères de la justice, du commerce de l'industrie et de l'artisanat, du travail et des affaires sociales). 1 portefeuille (ministère de l'environnement et du tourisme).

Autre point d'achoppement est le sort de l'assemblée nationale appelée à être dissoute. En dépit d'après discussions sur le mode de constitution du futur parlement (élections ou nominations). L'assemblée nationale de transition sera, dit-on, composée de 70 députés. L'accord estime qu'ils seront nommés par les forces politiques auxquelles ils appartiennent et leur mandat couvre toute la période de la transition. Chaque parti aura 11 sièges (MRND, FPR, MDR, PSD, PL). Le PDC en aura 4 tandis que les autres partis agréés auront chacun un siège. C'est dire que le nombre maximum des membres de l'assemblée nationale de transition est ramené au total des sièges des forces politiques restantes. Son président sortira soit du PSD ou du PL. La classe politique rwandaise craint cependant que cette représentativité provisoire propre à la transition et taillée à la mesure d'une logique de guerre ne permette pas de faire une avancée vers la démocratie ni favoriser une éclosion démocratique sans une conférence nationale. Un forum qui portera sur l'unité et la réconciliation nationale. Mais le Rwandais moyen s'interroge : faut-il donc souffrir pour mériter la démocratie et éviter la somalisation ?

Eyenga Sana

Brèves nouvelles

Angola : Savimbi reprend les armes

L'Angola semble être déchirée par une guerre civile larvée après les élections présidentielles



Dr. Jonas Savimbi

avortées. Au moment où les observateurs des Nations Unies s'apprêtaient à quitter le pays le 31 janvier. La rencontre entre les délégués du Président Dos Santos et le leader de l'Unita, le Dr Savimbi prévue à Addis Abeba pourrait déboucher sur une solution. Tandis que la date du second tour des élections présidentielles n'est toujours pas fixée. Sur le terrain les villes de Soyo, terminal pétrolier au Nord de l'Angola, et Hoambo, seconde ville angolaise transformée en un bastion pour M. Savimbi après son échec

électoral, sont les enjeux militaires politiques de la crise angolaise. Aux dernières nouvelles, ces deux villes sont devenues le symbole de la résistance pour l'Unita qui est décidée à jouer son va-tout.

La position américaine dans ce conflit est plutôt ambiguë puisque Washington n'a toujours pas précisé si les relations diplomatiques seront rétablies avec Luanda. Qui accuse les USA, le Zaïre et la RSA de soutenir l'Unita dans cette guerre en la pourvoyant par l'envoi des mercenaires ; surtout à Soyo.

USA : Bill Clinton à la Maison Blanche

M. Bill Clinton, 42ème Président des USA, a été investi dans ses fonctions le 20 janvier 1993 lors d'une longue cérémonie défilée à la Maison Blanche où lui et son épouse avaient pris du café avec le couple Georges Bush avant la prestation de serment du nouveau président. Un événement qui a été précédé quelques jours par des concerts officiels et non officiels tels que Michael Jackson au public américain. Le Président Clinton y avait pris part deux jours avant son investiture.

Bill Clinton avait tenu

également à l'Université de Georgetown devant les diplomates étrangers une conférence au cours de laquelle il avait déclaré que la politique extérieure ne sera pas fondamentalement modifiée. Clinton sera sur les sentiers tracés par l'ancien président Bush. Notamment en ce qui concerne l'IRAK, la Bosnie, le Haïti et la Somalie.

Trois grands piliers vont dominer la politique du nouveau président américain :

- stabiliser l'économie américaine ;

- restructurer les forces armées et - soutenir les valeurs démocratiques.

Clinton estime aussi promouvoir l'harmonie raciale et niveler les inégalités de façon à respecter ses promesses électorales. Etant donné que l'opinion publique américaine ne lui pardonne point son volte-face au sujet des réfugiés haïtiens qui sont retournés à Miami (en Floride) ; politique préconisée par son prédécesseur alors que lui, Clinton envisageait un certain assouplissement pour l'entrée des Haïtiens aux USA.

Une Innovation

POUR UN VRAI PLAISIR

Supermatch

LE GOUT

LA FRAICHEUR

LA QUALITE